

2011

Sous la direction scientifique de

LUC GODBOUT – MARCELIN JOANIS –
NATHALIE DE MARCELLIS-WARIN

Le Québec économique

Un **bilan de santé** du Québec



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

<http://lequebececonomique.cirano.qc.ca>



Presses de
l'Université Laval

Chapitre 2

POINT DE VUE

LES DÉFIS CONJONCTURELS ET STRUCTURELS AUXQUELS LE QUÉBEC FAIT FACE¹

François Dupuis

Président de l'Association des économistes québécois,
vice-président et économiste en chef du Mouvement Desjardins

L' environnement économique et financier demeure très tendu à la suite de la dernière crise. Les derniers épisodes de forte volatilité au cours du deuxième semestre de l'année 2011 ont ravivé les craintes d'une nouvelle période de contraction, voire d'une nouvelle récession dans certains pays industrialisés. Une série de mauvais indicateurs économiques provenant d'un peu partout sur la planète ont fait prendre conscience que les pays malades ne sont pas encore guéris de la dernière crise et qu'ils traverseront vraisemblablement une longue période de croissance lente.

Par conséquent, la croissance mondiale retombera sous les 4 % en 2011 et en 2012, ralentie en grande partie par les économies développées, dont l'augmentation du PIB réel au cours de ces années n'atteindra respectivement que 1,2 % et 1,4 %. L'économie américaine restera au centre des préoccupations. Même si les risques se sont élevés d'un cran, la croissance américaine devrait se poursuivre avec des gains du PIB réel plutôt faibles de 1,6 % en 2011 et de 1,5 % en 2012. De leur côté, les pays en développement subiront aussi les contrecoups de ce ralentissement, même si leur croissance dépassera les 5 % pour ces mêmes années. Les efforts

de la Chine pour atténuer les trop fortes pressions sur son économie auront quand même réussi à faire passer graduellement sa croissance sous les 10 %.

La zone euro constitue probablement la région où la situation est la plus critique. La croissance économique y a été récemment très décevante, surtout dans un contexte où les déficits publics ne se résorbent pas véritablement. La situation ne semble pas vouloir s'améliorer aussi rapidement qu'on le voudrait, laissant entier le problème de surendettement public en Europe. Dans ce contexte d'austérité et d'incertitudes, la hausse du PIB réel de la zone euro est estimée à seulement 1,4 % en 2011 et 0,6 % en 2012. Le Royaume-Uni vivra une situation semblable.

Une toile de fond assombrie pour le Québec

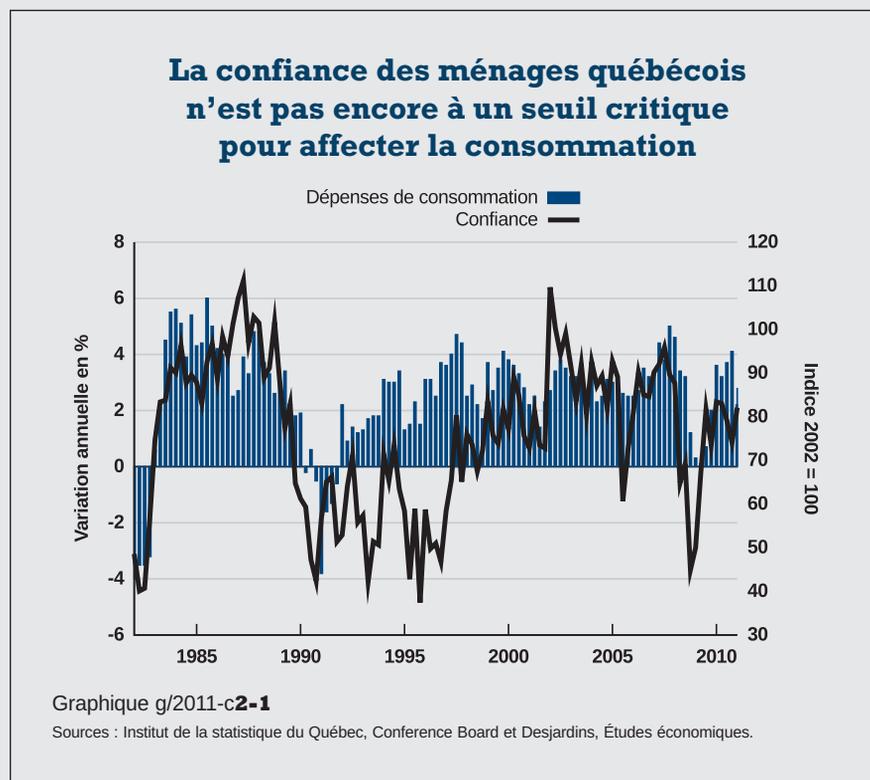
Au Québec aussi, un contexte de plus en plus incertain marquera l'économie. Rappelons que la province a amorcé l'année 2011 avec brio, grâce à un bond annualisé d'environ 3,5 % du PIB réel au premier trimestre, mais le portrait s'est assombri depuis, au point que l'économie paraît fragile à certains égards. Les consommateurs ont besoin de reprendre leur souffle au moment où le secteur résidentiel s'affaiblit et où les exportations ont du mal à remonter la pente. Le niveau élevé du huard et les difficultés de l'économie mondiale, en particulier américaine, pourraient même entraîner une autre chute des exportations internationales québécoises.

La situation financière favorable des entreprises et les récents gains au chapitre de l'emploi permettront toutefois à l'économie de mieux affronter les vents contraires qui balaient actuellement l'Amérique du Nord et la planète. Par contre, la confiance des ménages et des entreprises ne doit pas se détériorer davantage pour que se poursuive le cycle d'expansion.

Le maintien des dépenses de consommation des ménages pourrait être compromis par un niveau de confiance vacillant, mais aussi par le niveau élevé d'endettement et par les ponctions fiscales additionnelles des gouvernements. Tout dépendra de la capacité de l'économie du Québec à évoluer dans un environnement de faible croissance économique et à créer, voire à maintenir des emplois. Une variation annuelle légèrement sous les 2 % devrait caractériser la progression du PIB réel en 2011 et en 2012.

La confiance : un facteur qui sera déterminant

Les dépenses de consommation sont le point névralgique du cycle actuel. Alors qu'elles devaient appuyer l'économie, l'effet inverse s'est plutôt produit depuis le début de 2011. Un ressac des ventes au détail est survenu au premier trimestre, notamment en raison de la hausse de la taxe de vente du Québec (TVQ) de 7,5 % à 8,5 % le 1^{er} janvier 2011. Par la suite, le temps particulièrement maussade et les prix élevés de l'essence ont affecté négativement les résultats du printemps. Les soubresauts des marchés financiers à partir de l'été dernier ont aussi altéré la confiance des consommateurs.



L'apport des ménages restera donc modeste, puisque des contraintes supplémentaires freineront leur élan. D'abord, en raison du plan de retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec, l'augmentation du fardeau fiscal des particuliers exercera une ponction importante dans leur budget. La hausse de 1 % de la TVQ les 1^{er} janvier 2011 et 2012 puisera plus de 2,5 milliards de dollars dans les poches des contribuables en 2012. La contribution santé, qui passera de 25 \$ en 2010 à 100 \$ en 2011 puis à 200 \$ en 2012, prélèvera près de 1 milliard de dollars additionnel dès 2012. La majoration de la taxe sur l'essence, de 1 ¢ le litre chaque année de 2010 à 2013, représente quelques centaines de millions de dollars. Finalement, l'indexation de tous les tarifs qui étaient gelés auparavant (à l'exception des services de garde) s'ajoutera au fardeau fiscal. Outre ces mesures, qui permettront au gouvernement du Québec de renouer avec l'équilibre budgétaire en 2013-2014, différentes hausses de frais tels que les droits de scolarité et le coût d'immatriculation des véhicules s'ajoutent à la liste.

L'amélioration du marché du travail depuis le creux de la récession est toutefois très rassurante. L'arrivée de plus de 100 000 travailleurs a permis de combler rapidement les pertes d'emplois survenues pendant la récession. Le taux de chômage, qui a atteint un sommet cyclique de 9,0 % à l'été 2009, a reculé graduellement pour avoisiner, à l'automne 2011, les 7,5 %.

Même si le marché du travail se porte bien et que les taux hypothécaires demeurent faibles, le marché de l'habitation continuera son atterrissage en douceur. Le secteur résidentiel devrait se maintenir en situation d'équilibre, ce qui atténuera graduellement la progression des prix. Le marché est loin d'une situation de surplus comme celle qui prévalait dans les années 1990. Dans ce contexte, il semble prématuré d'anticiper une baisse importante des prix au Québec. La hausse annuelle du prix moyen des maisons, qui approchait les 10 % au début de l'année 2010 et qui s'est apaisée à 5 % en 2011, devrait tendre vers les 2,5 % en 2012.

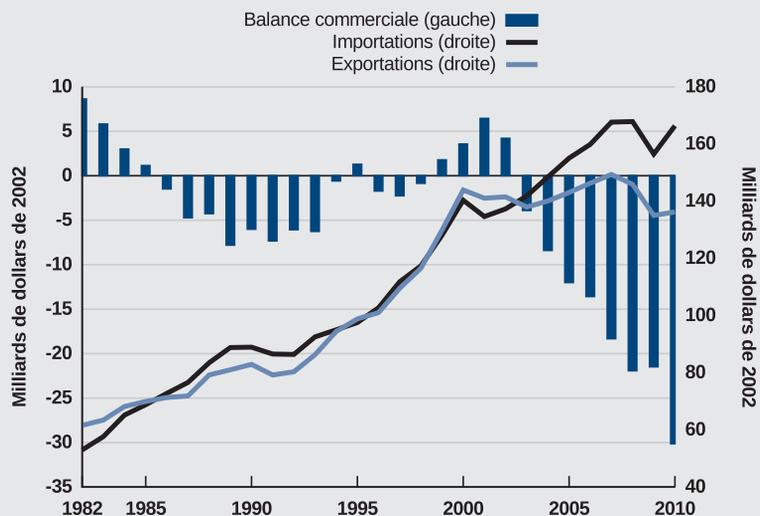
Du côté des entreprises, les investissements et les profits remontent la pente, mais le niveau de confiance s'est affaibli à la fin de l'été 2011. La hausse des investissements des entreprises constitue un point d'ancrage important au cycle économique actuel. Cette augmentation s'explique d'une part par l'essor de la construction non résidentielle grâce à plusieurs projets importants dans le secteur des ressources naturelles, et d'autre part par la vitalité du secteur commercial. Les investissements des entreprises en

machines et en outillage sont également en nette progression. Il faut dire que la situation financière des entreprises est très favorable. Le ratio de liquidité a atteint un sommet en dix ans, et le taux d'endettement des industries non financières est au plus bas depuis le début des années 1990. La faiblesse des taux d'intérêt a aussi baissé les coûts d'emprunt des entreprises. Par conséquent, le nombre de faillites ne cesse de diminuer. À moins de nouvelles secousses importantes sur les marchés financiers ou d'une détérioration trop prononcée des économies mondiale et américaine, la confiance des entrepreneurs devrait rapidement se rétablir.

Le maillon faible de l'économie : les exportations internationales

La période de stagnation des exportations internationales, qui persiste depuis la fin de 2009, contribue à freiner l'économie du Québec. L'effondrement du secteur des télécommunications, les difficultés persistantes du secteur forestier et, plus récemment, celles du secteur aéronautique expliquent la faiblesse des exportations. Les exportations internationales tardent à se redresser en dépit de l'intensification du commerce mondial. La léthargie des expéditions vers les États-Unis, amorcée depuis le début de la décennie, n'a fait que s'amplifier pendant la récession. Cette évolution défavorable tranche avec la relance qui s'est fait sentir du côté de l'Ontario et du reste du Canada. Le regain de vie du secteur automobile et la vigueur du secteur énergétique ont appuyé, du moins jusqu'à tout récemment, la reprise des exportations dans le reste du pays.

Le déficit commercial du Québec se situe à un niveau record



Graphique g/2011-c2-2

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques.



Bien que notre voisin immédiat représente un énorme marché, la vive concurrence des pays émergents, notamment celle de la Chine, ainsi que l'appréciation du dollar canadien font qu'il sera difficile de regagner le terrain perdu, d'autant plus que le potentiel de croissance de l'économie américaine sera plus limité au cours des prochaines années. Les stratégies de relance des échanges entre les provinces et de création d'un nouvel espace économique à l'extérieur du pays pour le Québec devraient permettre un certain retour du balancier pour le commerce extérieur. Cette diversification devrait rendre la province moins vulnérable aux aléas conjoncturels d'une seule économie, soit celle des États-Unis.

Les Québécois s'endettent, mais ils accumulent aussi des actifs

L'accroissement de l'endettement des ménages constitue également un risque non négligeable pour la santé de l'économie du Québec. En tenant compte des avoirs accumulés, le diagnostic est cependant moins alarmant à plusieurs égards. D'abord, la forte progression des emprunts des particuliers depuis dix ans s'est appuyée sur une hausse soutenue de la valeur des actifs. Le ratio dette-actif (RDA), qui permet de déterminer si les actifs des ménages sont suffisants pour limiter les risques de défaut de paiement et ultimement éviter la faillite, a peu fluctué depuis 2000. Le RDA s'est maintenu dans une fourchette restreinte, ce qui correspond à une situation financière globalement saine. Les Québécois se sont bel et bien endettés davantage au cours des dernières années, mais ils ont aussi accumulé des actifs. Contrairement à la croyance populaire, le bilan financier de l'ensemble des ménages ne s'est pas détérioré depuis dix ans.

Toutefois, au-delà de la tendance générale du ratio de la dette par rapport à l'actif, qui peut dissimuler des difficultés financières importantes pour certains ménages, la répartition de ceux-ci selon le RDA permet de mieux évaluer le niveau de risque. Or, sur l'ensemble des ménages endettés, environ 85 % se situent dans la zone de sécurité financière établie par Statistique Canada ($RDA \leq 0,8$), 11 % se situent dans la zone d'inconfort ($RDA > 0,8$ et ≤ 2), tandis que 4 % affichent un RDA supérieur à 2. Ce niveau est habituellement associé au seuil d'insolvabilité financière des particuliers qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers. La proportion de ces ménages vulnérables est cependant deux fois moindre qu'il y a dix ans, ce qui est plutôt rassurant.

Les effets du choc démographique

Si le Québec est menacé par la présente conjoncture, en particulier par la détérioration de son secteur extérieur, il éprouve aussi des difficultés d'ordre structurel. La province est très endettée, sa productivité est faible et la concurrence étrangère est de plus en plus forte. Ses infrastructures publiques sont usées, voire désuètes. Résoudre ces problèmes constituera un immense travail à long terme, qui viendra amplifier le phénomène incontournable, déjà amorcé, que représente le vieillissement de la population.

En effet, le Québec devra très bientôt s'ajuster au choc démographique, et plusieurs conséquences en découleront, notamment une baisse du nombre d'individus en âge de travailler. Des efforts pour hausser le taux de fécondité des Québécoises et augmenter l'immigration pourraient, à long terme, mitiger l'impact du choc démographique sur la population active, mais ils ne parviendraient pas à l'empêcher. Ces tendances démographiques ne feront qu'accroître la pression sur les finances publiques. L'exemple de certains pays, qui ont subi avant nous l'effet du vieillissement de leur population, démontre clairement ce qui attend la province sur le plan économique ainsi que les effets prévisibles de ce phénomène sur les finances publiques et le niveau de vie des Québécois.

La grande ouverture de l'économie québécoise et la rareté croissante de la main-d'œuvre risquent aussi d'accroître le déclin du secteur manufacturier, dont le poids économique ne cesse de diminuer. La seule porte de sortie pour les entreprises qui voudront produire localement sera de rehausser les salaires afin d'attirer les travailleurs tout en augmentant leur productivité afin de demeurer compétitives sur les marchés internationaux. Dans le secteur des services, qui est moins confronté à la concurrence étrangère, l'offre plus restreinte de travailleurs exercera une pression à la hausse sur les salaires.

Les autres défis du Québec à plus long terme

Outre le choc démographique, sur lequel nous avons peu de prise, les principaux enjeux structurels qui touchent le Québec et pour lesquels il faudra mettre en œuvre des solutions sont les suivants :

- l'amélioration de la productivité ;
- l'assainissement et le maintien de finances publiques saines ;
- le développement régional ;
- la lutte contre la pauvreté ;
- la protection de l'environnement.

Pour parvenir à relever ces défis, il est essentiel d'appuyer sur les meilleurs leviers possibles, ceux dont la portée est la plus grande. À cet égard, l'amélioration de la productivité paraît être l'objectif le plus rentable à court, à moyen et à long terme.

Grands leviers sur lesquels appuyer pour assurer la prospérité durable du Québec

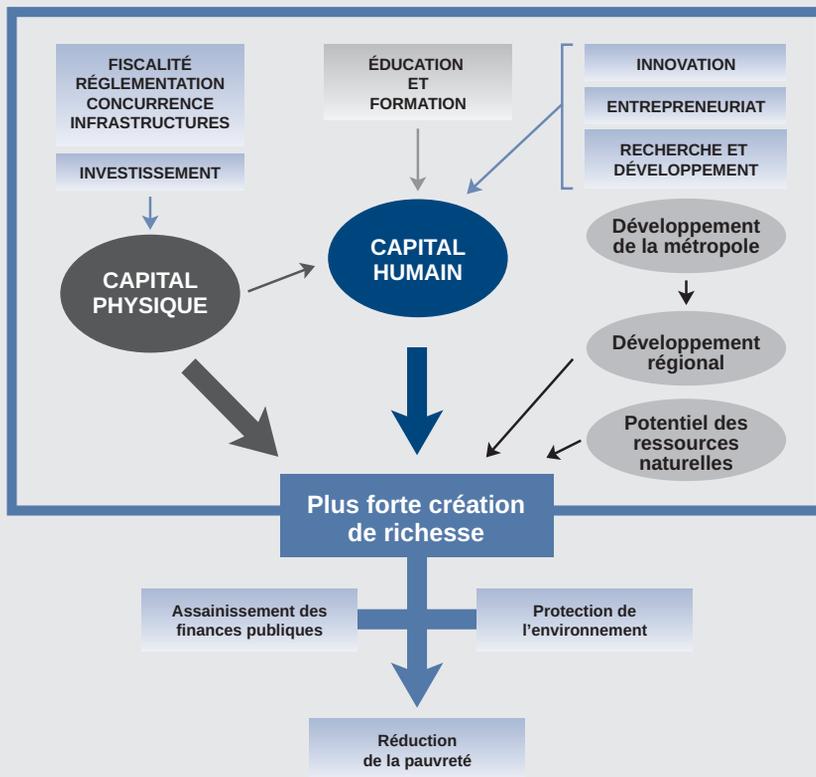


Figure f/2011-c2-1

Source : Desjardins, Études économiques.

Parmi les façons d'accroître la productivité, il faut privilégier d'abord et avant tout ce qui a trait au capital humain, c'est-à-dire la formation et l'éducation. D'une part, l'éducation contribue non seulement à l'amélioration de la productivité, mais également à la lutte contre la pauvreté, au développement régional et à la protection de l'environnement. D'autre part, avec l'émergence de pays bien pourvus en main-d'œuvre bon marché, le Québec doit miser de plus en plus sur la technologie et le savoir afin de rester concurrentiel sur le plan mondial. En nous appuyant sur nos ressources humaines, nous pourrions également favoriser l'innovation, stimuler l'entrepreneuriat et faire fructifier la recherche et le développement.

Pour que le capital humain puisse contribuer à la prospérité de la société, encore faut-il que ceux qui le composent soient bien outillés et que le contexte dans lequel ils évoluent leur permette d'être efficaces. Les entreprises québécoises doivent, par conséquent, innover et investir davantage. Le gouvernement doit les encourager à le faire en instaurant les conditions qui vont rendre leurs investissements socialement et économiquement rentables, c'est-à-dire par une réglementation efficace, par un système de taxation équitable et incitatif, par un environnement concurrentiel et, bien sûr, par des infrastructures publiques de qualité.

En outre, pour que la prospérité soit durable, il faut penser aux générations futures. Dans cet esprit, deux objectifs sont essentiels : assainir les finances publiques et protéger l'environnement. L'assainissement des finances publiques et la réduction de la dette publique par rapport à la taille de l'économie sont des défis qui revêtent encore plus d'importance dans le contexte du vieillissement de la population. Il faut en effet éviter que les générations futures soient écrasées sous un fardeau fiscal trop lourd, qui les empêcherait de s'accomplir. Quant à la protection de l'environnement, il va de soi qu'elle doit toujours être prise en compte dans l'atteinte des autres objectifs de développement durable.

Pour un avenir meilleur au Québec

Relever tous ces défis peut sembler une tâche colossale, surtout dans la conjoncture actuelle et dans celle qui prévaudra au cours des prochaines années, mais la société québécoise dispose de toutes les ressources nécessaires pour y parvenir et ainsi saisir les nombreuses nouvelles occasions qui se présenteront à elle. Avons-nous vraiment le choix de ne pas en profiter ?



Note

1. Les données économiques de ce chapitre étaient à jour au moment d'aller sous presse, à la mi-novembre 2011.